



paramètres

Éric Bélanger et Richard Nadeau

# Le comportement électoral des Québécois



Les Presses de l'Université de Montréal

Extrait de la publication



## **LE COMPORTEMENT ÉLECTORAL DES QUÉBÉCOIS**

paramètres



Éric Bélanger et Richard Nadeau

**LE COMPORTEMENT ÉLECTORAL  
DES QUÉBÉCOIS**

Les élections provinciales de 2007  
et de 2008 en perspective

Les Presses de l'Université de Montréal

*Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada*

Bélanger, Éric

Le comportement électoral des Québécois : les élections provinciales de 2007 et de 2008 en perspective

(Paramètres)

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-7606-2132-9

1. Sociologie électorale - Québec (Province). 2. Québec (Province). Assemblée nationale - Élections, 2007. 3. Québec (Province). Assemblée nationale - Élections, 2008. 4. Campagnes électorales - Québec (Province). 5. Partis politiques - Québec (Province). I. Nadeau, Richard, 1956- . II. Titre. III. Collection : Paramètres.

JL258.B44 2009

324.9714'05

C2009-941303-5

Dépôt légal : 3<sup>e</sup> trimestre 2009

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Les Presses de l'Université de Montréal, 2009

ISBN (papier) 978-2-7606-2132-9

ISBN (epub) 978-2-7606-2750-5

ISBN (pdf) 978-2-7606-2751-2

Les Presses de l'Université de Montréal reconnaissent l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour leurs activités d'édition.

Les Presses de l'Université de Montréal remercient de leur soutien financier le Conseil des arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC).

IMPRIMÉ AU CANADA EN JUILLET 2009

## Remerciements

Nous tenons à remercier les personnes et les organismes suivants sans lesquels ce livre n'aurait pas vu le jour. Le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) a soutenu financièrement nos enquêtes menées sur les élections de 2007 et de 2008. Le questionnaire du sondage de 2007 a été rédigé en collaboration avec Jean Crête, Laura Stephenson et Brian Tanguay, avec qui nous partageons une partie de ces subventions. L'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) a également contribué financièrement à la réalisation de l'enquête de 2007. L'équipe de l'IRPP, notamment Madame Geneviève Bouchard, a de surcroît fourni un soutien très utile et très apprécié au moment de la production d'une première étude sur l'élection de 2007 (voir Bélanger et Nadeau 2008) et a accepté que des passages de cette étude soient repris dans le présent ouvrage. Des collègues, notamment Robert Young et Leslie Seidle, nous ont fourni des observations et des commentaires précieux à propos de l'étude de 2007.

Plusieurs assistants de recherche ont participé aux analyses statistiques des données des enquêtes: Angelo Elias, Hugo Lavallée, Jessica Trisko et Maïalène Wilkins nous ont grandement aidés au premier stade de cette recherche, puis Sheena Bell et Adela Gotz ont contribué à l'achèvement du livre avec compétence et entrain. Finalement, la production de ce livre n'aurait pas été possible sans le soutien indéfectible et enthousiaste du directeur des Presses de l'Université de Montréal, Monsieur Antoine Del Busso, que nous tenons à remercier tout particulièrement pour son aide et ses encouragements.



## Introduction

Les trois dernières élections provinciales au Québec ont réservé leur part de surprises. À quelques mois de l'élection de 2003, les sondages laissaient croire que l'Action démocratique du Québec (ADQ) allait former un gouvernement majoritaire. Le soir du scrutin, Mario Dumont était de nouveau confiné à la marginalité à la tête d'un caucus de quatre députés. Quatre ans plus tard, peu de temps avant l'élection de 2007, l'appui à l'ADQ stagnait sous la barre des 20 %. À peine quelques mois plus tard pourtant, Mario Dumont était devenu le chef de l'opposition, à la tête d'une forte députation. Un sondage effectué au moment de l'arrivée d'André Boisclair à la tête du Parti québécois (PQ) en décembre 2005 accordait à la formation souverainiste 53 % des intentions de vote. Quinze mois plus tard, le PQ ne récoltait que 28 % des suffrages exprimés lors de l'élection du 26 mars 2007 et était relégué au statut de deuxième parti de l'opposition. Peu après sa quasi-défaite de 2007, Jean Charest était le politicien le moins populaire du Québec. Au moment de l'élection de décembre 2008, une claire pluralité d'électeurs estimait qu'il était le mieux qualifié pour occuper les fonctions de premier ministre du Québec.

Les changements d'humeur des électeurs québécois n'ont pas été limités aux périodes entre les élections. Les résultats mêmes des élections ont aussi connu des variations très marquées. L'appui à l'ADQ passe de 18 à 31 % entre les scrutins de 2003 et de 2007, et sa députation est multipliée par dix (de 4 à 41 députés). Petit parti n'ayant jamais eu plus de 5 représentants à l'Assemblée nationale, l'ADQ devient l'opposition officielle face au premier gouvernement minoritaire au Québec depuis 1878. Ce gouvernement est formé par

le Parti libéral (PLQ) qui a vu ses appuis s'affaïsser de 13 points de pourcentage en quatre ans (de 46 à 33 %) et sa députation amputée de 28 membres (de 76 à 48). L'avenir paraît prometteur pour l'ADQ dans les mois qui suivent son triomphe de mars 2007 et peu d'observateurs croient que Jean Charest pourra se maintenir bien longtemps à la tête de son parti. Pourtant, à l'élection suivante, le PLQ devient le premier parti à obtenir un troisième mandat consécutif depuis l'Union nationale (UN) de Maurice Duplessis en 1952 et le vote adéquiste s'effondre à 16 % en même temps que sa députation est ramenée à un petit contingent de sept représentants.

Les fluctuations des résultats électoraux au Parti québécois n'ont pas été moindres lors des derniers scrutins. L'appui au PQ atteint 44 % en 1994 et se maintient à 43 % lors de l'élection de 1998. Cet appui recule d'environ 10 points en 2003, avant de s'effondrer à 28 % en 2007. En l'espace de deux élections, le PQ passe du statut de gouvernement majoritaire à celui de deuxième parti de l'opposition. Profitant de l'affaïssement de l'ADQ et d'une participation électorale plus grande des souverainistes, le Parti québécois récupère une partie de ses pertes en 2008 en obtenant 35 % des voix et en faisant élire 51 députés. Mais la formation souverainiste reste confinée dans l'opposition pour un troisième mandat de suite et son appui reste sensiblement inférieur à celui qu'elle a obtenu entre 1976 et 1998 (43 % en moyenne). Les fluctuations du vote péquiste ont coïncidé avec de nombreuses turbulences dans la vie de ce parti qui a été dirigé par cinq chefs différents au cours des cinq dernières élections.

Cette période de turbulences électorales a été caractérisée par un intérêt croissant des Québécois envers de nouvelles formations politiques. Les années 80 et 90 ont été marquées par une polarisation intense du vote entre les fédéralistes et les souverainistes qui s'est traduite par une quasi-hégémonie des partis incarnant ces deux options avec le plus de netteté, le PQ et le PLQ. Entre 1981 et 1998, ces deux partis ont obtenu en moyenne 91 % des voix et 99 % des sièges à l'Assemblée nationale. La montée des tiers partis, l'ADQ, Québec solidaire (QS) et le Parti vert (PVQ), a changé cette dynamique. Au cours des trois dernières élections, ces trois formations politiques ont obtenu en moyenne 28 % des voix et fait élire près de 15 % des députés.

Le débat sur l'avenir politique du Québec a aussi connu des soubresauts importants ces dernières années. En janvier 2001, le premier ministre du Québec Lucien Bouchard démissionne de son poste en invoquant son échec à relancer le mouvement souverainiste. Ce retrait fait suite à la performance décevante du Bloc québécois qui a obtenu moins de voix (40 contre 44 %)

que le Parti libéral de Jean Chrétien lors de l'élection fédérale de 2000. La popularité du Parti libéral fédéral atteint un sommet au printemps de 2003 (plus de 60 % d'appuis dans les sondages) au moment où Jean Chrétien refuse d'engager le Canada aux côtés des États-Unis dans la mission militaire visant à renverser le régime de Saddam Hussein en Iraq. Un an plus tard, le scandale des commandites entraîne l'effondrement de cette popularité. Le Bloc québécois profite de la situation pour accroître substantiellement sa part des voix (qui passe à 49 %) et sa députation (qui passe de 38 à 54) lors de l'élection fédérale de juin 2004. L'appui à la souveraineté, en baisse notable depuis la fin des années 90, enregistre un bond spectaculaire dans la foulée de ces événements. Au moment où Bernard Landry démissionne à la surprise générale de son poste à la tête du Parti québécois en juin 2005, l'appui à la souveraineté du Québec avoisine les 55 % depuis plusieurs semaines. Quelques mois plus tard, la défaite du Parti libéral lors de l'élection fédérale de janvier 2006 paraît désamorcer la colère des Québécois. Le Bloc recule à l'occasion de cette élection (son appui passe de 49 à 42 % ; il baissera encore à 38 % lors de l'élection d'octobre 2008) et l'appui à la souveraineté amorce une chute notable. Au moment de l'élection de 2007, le Parti québécois éprouvera de nombreuses difficultés en raison de son engagement de tenir un référendum « le plus tôt possible durant son premier mandat », pris dans l'euphorie en juin 2005.

L'objet de ce livre est d'offrir des pistes d'explication et d'analyse pour mieux comprendre les fluctuations importantes du comportement électoral des Québécois au cours des dernières années. Le présent ouvrage propose à cette fin une analyse détaillée des motivations des électeurs lors des élections provinciales de mars 2007 et de décembre 2008. Le choix de ces scrutins s'explique aisément. Les motivations des électeurs québécois lors des élections provinciales au Québec n'ont pas fait l'objet d'études approfondies depuis près d'un quart de siècle (voir le chapitre 2 à ce sujet). Ces deux élections présentent un intérêt particulier en soi. La première a vu la percée de l'ADQ qui laissait présager un bouleversement profond du système partisan québécois. L'élection de décembre 2008 semble au contraire avoir remis les pendules à l'heure du bipartisme. Qu'en est-il ? Quelles ont été les motivations qui ont amené autant de Québécois à modifier leurs choix en moins de deux ans ? Avons-nous assisté ces dernières années au Québec à une transformation des raisons profondes qui motivent les électeurs à appuyer un parti (comme les préférences constitutionnelles par exemple) ou est-ce que les résultats des élections de 2007 et de 2008 au Québec s'expliquent surtout par la conjoncture

(comme la nature des enjeux débattus ou l'image des chefs) prévalant au moment de ces scrutins ?

Le caractère changeant du comportement récent des électeurs québécois constituera donc un thème central du présent livre. Cela dit, les dernières élections au Québec n'ont pas été seulement le « temps des girouettes<sup>1</sup> ». Elles ont aussi été le « temps des absents ». Stimulés par l'intensité du débat sur l'avenir politique de leur province, les Québécois ont voté en grand nombre entre 1970 et 1998, soit à environ 80 %. Cette dynamique s'est renversée lors de l'élection de 2003. La participation électorale a chuté alors dans le voisinage de 70 % et est restée à peu près la même en 2007 malgré la progression de l'ADQ, la visibilité accrue du Parti vert et l'arrivée de Québec solidaire sur l'échiquier électoral. L'effondrement à 57 % de la participation à l'élection de 2008, le plus faible taux enregistré depuis les années 20, soulève plusieurs questions. Comment expliquer la hausse de l'abstentionnisme électoral au Québec depuis une dizaine d'années ? Pourquoi ce désengagement a-t-il augmenté de façon si marquée lors de l'élection de 2008 ? Le profil des abstentionnistes a-t-il changé récemment et, si oui, quel en a été l'effet sur le résultat des élections ?

Les éléments de réponse aux questions évoquées précédemment seront tirés de l'exploitation de deux grandes enquêtes électorales effectuées sous notre supervision par la firme Léger Marketing dans les jours qui ont suivi les élections du 26 mars 2007 et du 8 décembre 2008. Dans les deux cas, des questionnaires détaillés ont été administrés à des échantillons représentatifs des citoyens québécois aptes à voter<sup>2</sup>. Les questions posées aux répondants de ces enquêtes visaient à cerner le profil des abstentionnistes et, surtout, à comprendre le choix de ceux qui ont exercé leur droit de vote. À cette fin, une batterie de questions a été utilisée afin d'établir le profil sociodémographique des répondants (âge, sexe, revenu, région de résidence, etc.), de mesurer leurs attitudes sur des questions fondamentales (avenir politique du Québec, rôle de l'État, questions morales, cynisme politique) ou de colliger leurs opinions et leurs perceptions à propos d'une série d'objets politiques (partis, chefs et enjeux). Les réponses obtenues ont ensuite été

1. Pratte (2003) a donné ce titre à sa chronique des événements au cours de l'année ayant précédé l'élection d'avril 2003, une période durant laquelle les fluctuations des intentions de vote ont amené les observateurs à parler de la disparition du Parti québécois et de l'élection d'un gouvernement majoritaire formé par l'ADQ.

2. Les précisions méthodologiques à propos de ces enquêtes (taille des échantillons, mode d'administration, dates des terrains) sont exposées dans le chapitre 2.

analysées pour tenter de comprendre le comportement des électeurs québécois lors des élections provinciales de 2007 et de 2008.

Le livre se divise en huit chapitres. Le premier vise à mettre les élections provinciales de 2007 et de 2008 en perspective en brossant un tableau des résultats électoraux au Québec depuis 1944. Ce tour d'horizon permet de voir que le Québec a connu divers systèmes partisans à travers le temps. La période qui va de 1944 à 1966 est dominée par la compétition entre la défunte Union nationale et le Parti libéral du Québec. L'arrivée du Parti québécois sur la scène électorale bouleverse cet équilibre. Le quart de siècle suivant (1970-1998) est marqué par la prégnance de la question nationale et par la polarisation électorale des Québécois autour d'un parti fédéraliste, le PLQ, et d'un parti souverainiste, le PQ. La progression de l'ADQ, notable surtout à partir du printemps de 2002, marque le début d'une troisième période du point de vue de la dynamique électorale. Les élections de 2007 et de 2008 appartiennent à un groupe de scrutins au cours desquels la domination (en voix et en sièges) du PQ et du PLQ a été fortement ébranlée, au point où certains observateurs ont pu parler de l'émergence du « tripartisme » au Québec ou même de l'avènement d'un nouveau bipartisme caractérisé par l'opposition entre le Parti libéral et l'ADQ. Ces élections appartiennent aussi à une période de déclin marqué de la participation électorale, qui avait atteint un sommet au cours des trois décennies précédentes.

Les élections auxquelles ce livre est consacré ont été marquées par la montée des tiers partis et le recul de la participation. Ces deux traits, qui confèrent son originalité à la période 2003-2008, ne vont pas toujours de pair. L'arrivée de nouveaux partis sur l'échiquier politique entraîne souvent une hausse de la participation et est parfois annonciatrice de réalignements durables des forces politiques en présence. La configuration particulière des événements lors des élections provinciales de 2007 et de 2008 rend encore plus nécessaire l'étude des motivations des électeurs afin de tenter de déterminer si ces scrutins s'inscrivent dans une période de transition vers un nouveau système partisan ou s'ils constituent au contraire un choc passager qui serait suivi d'un « retour à la normale ».

Le deuxième chapitre fait la recension des études du comportement électoral au Québec et propose un modèle pour étudier celui-ci. Quatre constatations émergent de l'étude des écrits sur le comportement des électeurs québécois. Premier constat, les travaux sur les élections provinciales ont été peu nombreux ces dernières années. Deuxième observation, les études existantes ont bien documenté le passage du système partisan opposant l'Union

nationale au PLQ au système caractérisé par la lutte entre ce même dernier parti et le PQ. La phase électorale de 1970-1976 paraît bien être une phase de réaligement, caractérisée par une redéfinition du débat sur la question nationale. L'option fédéraliste du PLQ n'est plus, à compter de ces élections, principalement contestée par une position autonomiste mais par le projet de la souveraineté du Québec. Ces travaux montrent aussi que le facteur déterminant qui structure les choix électoraux au Québec est moins l'attachement envers un parti que l'adhésion au fédéralisme ou à la souveraineté. Troisième observation, le rôle des clivages socioéconomiques et des attitudes sur le rôle de l'État paraît moins déterminant au Québec qu'ailleurs. Quatrième observation, les facteurs de court terme propres à chaque scrutin, comme les enjeux débattus ou l'image des chefs, exercent aussi une influence significative sur les choix électoraux des Québécois. Le chapitre 2 se termine par la présentation des données et du modèle d'analyse utilisés pour étudier les élections de 2007 et de 2008. La structure de ce modèle repose sur les conclusions d'études électorales au Québec et ailleurs et inclut une série de variables « lourdes » (comme la langue d'un répondant ou sa préférence constitutionnelle) et de facteurs de court terme (comme l'opinion à propos d'un chef ou de l'importance d'un enjeu) pouvant exercer une influence distincte sur les choix électoraux. L'effet spécifique de ces facteurs de court et de long terme lors des élections de 2007 et de 2008 est examiné dans les chapitres subséquents.

Les chapitres 3 à 5 portent sur l'élection générale du 26 mars 2007. Le chapitre 3 examine le contexte qui prévalait au Québec dans les mois qui ont précédé le déclenchement de l'élection de 2007 et relate les principaux événements qui ont ponctué la campagne électorale menant à ce scrutin. Une conclusion ressort de cet examen. La lente remontée du PLQ dans la faveur des électeurs et la faiblesse du leadership de son principal adversaire André Boisclair auraient pu permettre à Jean Charest d'être réélu avec un appui plus substantiel lors de l'élection de 2007. C'était sans compter sur l'intrusion du thème des « accommodements raisonnables » dans le paysage électoral et la capacité avec laquelle Mario Dumont est parvenu à exploiter ce filon. Un député libéral défait a peut-être mieux que quiconque décrit la dynamique de cette campagne. « Nous étions, disait-il après sa défaite, trop préoccupés à observer le PQ dans notre rétroviseur. Nous n'avons pas vu venir l'ADQ dans l'angle mort. »

Le chapitre 4 examine les variables lourdes qui départagent les clientèles électorales au Québec. Nous nous attardons d'abord aux variables socio-

démographiques, pour ensuite examiner les lignes de force des différents partis parmi divers groupes. L'âge des répondants, leur langue d'usage et leur région de résidence exercent une influence significative sur les choix électoraux. Les électeurs plus âgés sont moins favorables aux partis émergents, notamment à Québec solidaire et au Parti vert, et plus enclins à appuyer les libéraux. Les anglophones constituent le soutien le plus solide pour le PLQ et forment une portion appréciable de l'électorat vert. Finalement, l'émergence de trois Québec en un, correspondant aux zones de force électorale du PLQ (ouest de Montréal, Outaouais, Estrie), du PQ (couronne montréalaise et régions périphériques) et de l'ADQ (centre du Québec, région de la Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches) constitue un des phénomènes marquants de l'élection de 2007.

Les positionnements des électeurs sur des questions fondamentales jouent également un rôle important. Quatre dimensions sont analysées : la question nationale, le rôle de l'État, le conservatisme moral et le malaise démocratique. La question nationale constitue le facteur déterminant qui structure les préférences partisans au Québec. Les électors du PLQ, du PQ et de Québec solidaire logent aux pôles opposés (fédéraliste et souverainiste) sur cet axe, les partisans de l'ADQ en occupent le centre, et les électeurs du Parti vert se situent à mi-chemin entre ceux de Mario Dumont et de Jean Charest. Les perceptions à propos de l'intervention gouvernementale, des enjeux moraux et du fonctionnement de la démocratie québécoise exercent moins d'influence sur les orientations partisans des Québécois. L'effet de ces grandes questions n'est toutefois pas inexistant. La réticence plus marquée des adéquistes envers l'intervention de l'État et leur conservatisme moral plus appuyé opposent ce groupe de façon assez nette à l'électorat de Québec solidaire par exemple (et, dans une moindre mesure, à celui du Parti vert). La proximité des clientèles de l'ADQ et du PLQ sur les questions économiques et morales, le voisinage des partisans du PQ et de Québec solidaire à propos des mêmes questions (les péquistes étant un peu plus souverainistes et un peu moins à gauche que les partisans de Françoise David) et l'expression d'un malaise envers le processus politique commun aux électors des tiers partis au Québec (ADQ, QS et Parti vert) ressortent également de ce tour d'horizon des grandes orientations de l'électorat québécois.

Le chapitre 5 examine les facteurs de court terme qui ont influencé les électeurs et dégage les principales pistes d'interprétations du scrutin de 2007. Deux enjeux ont joué un rôle important lors de cette élection : la promesse du PQ de tenir un référendum sur la souveraineté du Québec « le plus tôt

possible durant son premier mandat » et la question des « accommodements raisonnables ». En rejetant l'idée de tenir un référendum, en se donnant une étiquette « autonomiste » et en tenant un discours ferme sur la question des accommodements, l'ADQ est parvenue en 2007 à attirer des électeurs nationalistes, de tendance plus conservatrice, qui votent habituellement pour le PQ ou le PLQ. L'image des chefs a aussi joué un rôle déterminant en 2007. Le bilan du gouvernement sortant était mitigé et la popularité du premier ministre plutôt faible. La conjoncture était donc favorable pour le PQ, le principal parti d'opposition, qui aurait pu défaire le Parti libéral et le limiter à un seul mandat. Le peu d'attrait exercé par son chef auprès des électeurs, un positionnement impopulaire à propos de la tenue d'un référendum rapide et, surtout, la grande popularité de Mario Dumont ont toutefois changé la donne. Le PQ n'est pas parvenu lors de l'élection de 2007 à canaliser le mécontentement envers le gouvernement sortant, une fraction importante des insatisfaits trouvant plutôt refuge à l'ADQ. Cette dynamique a entraîné un recul très prononcé du vote libéral, provoqué une désaffection marquée à l'égard du PQ et mené l'ADQ aux portes de la victoire.

Le chapitre 6 commence par un tour d'horizon des événements qui ont entouré les vingt mois durant lesquels le Parti libéral a gouverné le Québec à la tête du premier gouvernement minoritaire issu d'un scrutin provincial depuis 1878. Cette période a été marquée par trois phases. Durant les premiers mois après l'élection de 2007, le leadership d'André Boisclair vacille, l'ADQ a le vent dans les voiles et plusieurs s'interrogent sur l'avenir politique de Jean Charest. L'arrivée de Pauline Marois à la tête du PQ et les premiers pas hésitants, sinon maladroits, de Mario Dumont à titre de chef de l'opposition officielle changent la dynamique. Les intentions de vote en faveur du PQ se rétablissent quelque peu et la chute du soutien à l'ADQ s'amorce. La troisième phase, qui commence au printemps de 2008, marque la remontée spectaculaire de Jean Charest et du PLQ dans l'opinion publique. Au cours des dix mois qui précèdent l'élection, la popularité personnelle de Jean Charest est en hausse et la satisfaction envers le gouvernement qu'il dirige augmente considérablement. Durant l'année 2008, c'est essentiellement le PLQ qui profite de l'affaiblissement du vote pour l'ADQ, alors que le soutien envers le PQ stagne autour de 30 %. C'est dans ce contexte que Jean Charest déclenche des élections anticipées à l'automne, désireux de profiter de cet élan et soucieux de devoir gouverner dans le contexte économique difficile qui s'annonce. La deuxième partie du chapitre 6 montre que l'objectif de Jean Charest, qui était d'être réélu avec une majorité confortable, aurait pu

être atteint n'eussent été deux événements : les péripéties entourant la gestion et les rendements de la Caisse de dépôt et de placement du Québec et, surtout, l'éclatement d'une crise politique à Ottawa qui a vite pris la forme d'une crise d'unité nationale. Cette tension a entraîné un léger sursaut de la participation des électeurs souverainistes sur fond de désintérêt massif envers une campagne électorale déclenchée contre le vœu de trois Québécois sur quatre. En raison de cette dynamique, le vote récolté par le PLQ le jour du scrutin s'est avéré inférieur à celui qu'avaient prédit les sondages (le contraire est vrai pour le PQ) et c'est par une courte majorité de quelques sièges que Jean Charest a été reporté au pouvoir. Profitant de la chute de l'ADQ, attribuable à la défection massive de ses partisans et non pas, comme certains l'ont prétendu, à un abstentionnisme plus marqué chez les adéquistes, le PQ est parvenu à retrouver son statut d'opposition officielle. L'effondrement du vote et du caucus adéquistes a ramené ce parti dans la marginalité et entraîné la démission de son chef dès le soir de l'élection.

Le chapitre 7 réexamine les facteurs plus profonds affectant les choix électoraux en se demandant si l'importante défaite de l'ADQ ne correspond pas à un glissement des valeurs des Québécois vers un progressisme plus appuyé et une volonté plus grande de voir le gouvernement intervenir de façon plus marquée pour soutenir le développement économique et social du Québec. Cette conclusion, plausible à première vue, ne paraît pas correspondre à la réalité. En fait, les grands équilibres entre le souverainisme et le fédéralisme, l'interventionnisme et le laisser-faire, le libéralisme culturel et le conservatisme moral, ont peu changé entre les élections de 2007 et de 2008. Le seul facteur de changement est l'expression d'un cynisme encore plus appuyé envers le processus électoral qui n'est pas étranger à la baisse spectaculaire de la participation lors de l'élection de décembre 2008.

Les raisons expliquant les changements dans les choix électoraux des Québécois se trouvent davantage du côté des facteurs de court terme, comme les enjeux et l'image des chefs. On examinera ces questions dans le chapitre 8. Deux données ressortent. D'abord, l'affaissement très marqué de la popularité de Mario Dumont, attribuable en bonne partie à sa performance jugée décevante comme chef de l'opposition. Une campagne difficile a fait le reste. Le chef de l'ADQ dominait très nettement ses adversaires lors de la campagne de 2007. Des concurrents plus aguerris et un bilan décevant ont éliminé cet « avantage Dumont » lors de l'élection de 2008. Les enjeux débattus n'ont pas non plus permis à l'ADQ, comme ce fut le cas vingt mois plus tôt, de se démarquer. L'élection de 2008 a été dominée par deux enjeux, l'économie et,

dans une moindre mesure, la santé. Dans les deux cas, la faiblesse de l'équipe adéquiste n'a pas permis à ce parti d'afficher l'image de compétence attendue par les électeurs. L'image positive du Parti libéral à propos des questions économiques constitue la clé de sa réélection. L'enjeu de la santé, qui avait joué un rôle majeur dans la victoire de Jean Charest en 2003, n'a pas exercé autant d'influence lors des scrutins de 2007 et de 2008. Les Québécois, déçus de la performance du PLQ dans le dossier de la santé, restent sceptiques envers la capacité du PQ de faire mieux, de même qu'envers l'option de la mixité public-privé avancée par l'ADQ. Au total, c'est donc l'économie et la crise politique à Ottawa qui ont constitué les faits marquants de l'élection de 2008. La variable économique a manifestement favorisé le PLQ et aurait pu procurer à ce parti une victoire éclatante. La crise politique à Ottawa a cependant fourni à certains électeurs souverainistes la motivation nécessaire pour exercer leur droit de vote. L'effet contradictoire de ces deux tendances a fait en sorte que Jean Charest a remporté une courte victoire en 2008. Il a été réélu avec une majorité, devenant ainsi le premier chef de gouvernement québécois à obtenir un troisième mandat consécutif depuis Duplessis. Mais la majorité obtenue fut mince, contribuant ainsi à donner des airs de victoire morale à la troisième défaite consécutive du Parti québécois.

Nous reprenons en conclusion les grands thèmes abordés dans ce livre afin de tenter de dégager la signification des élections de 2007 et de 2008. La baisse de la participation électorale au Québec est-elle durable? Le système partisan caractérisé par le duel PQ-PLQ a-t-il repris ses droits à la suite de l'effondrement de l'ADQ et de la démission de son chef? Peut-on considérer que le troisième mandat de Jean Charest constitue une sorte d'accident et que l'« alternance », soit le remplacement de l'équipe en place après deux mandats, caractérisera le prochain cycle électorale au Québec? Le Parti québécois jouera-t-il de prudence au cours des prochaines années en tablant sur l'usure du gouvernement libéral ou proposera-t-il, comme la chose fut souvent annoncée, une nouvelle version de la social-démocratie? Y a-t-il des perspectives de croissance pour Québec solidaire au-delà de sa victoire symbolique dans le comté de Mercier? Le Parti vert parviendra-t-il de nouveau à mobiliser une fraction de l'électorat écologiste du Québec? Finalement, quel sera le rôle de la question nationale au cours des prochaines années au Québec? Telles sont quelques-unes des questions que nous abordons en conclusion tout en profitant de l'éclairage fourni par l'examen approfondi des motivations des Québécois à l'occasion des élections provinciales de mars 2007 et décembre 2008.

# 1

## Les élections québécoises en perspective

Les résultats des élections provinciales récentes au Québec doivent être mis en perspective. À cette fin, il convient d'examiner l'appui qu'ont reçu les principaux partis en lice lors des scrutins de l'après-guerre au Québec. On peut diviser ces élections en trois grandes périodes. La première, qui va de 1944 à 1966, est principalement marquée par la lutte entre l'Union nationale et le Parti libéral du Québec. La seconde, qui s'ouvre avec l'élection d'avril 1970 et couvre les deux décennies suivantes, est caractérisée par une polarisation croissante du vote entre le Parti québécois et le Parti libéral. La dernière période finalement, qui inclut les élections de 2003, de 2007 et de 2008, est définie par la montée rapide, puis la chute brutale du soutien à l'Action démocratique du Québec.

### De la conscription à l'Expo 67

Sept élections provinciales se déroulent au Québec entre 1944 et 1966 (voir les tableaux 1.1 et 1.2). L'Union nationale, dirigée par Maurice Duplessis, remporte les scrutins de 1944, de 1948, de 1952 et de 1956 alors que le Parti libéral de Jean Lesage s'impose en 1960 et en 1962. L'Union nationale triomphe pour la dernière victoire de son histoire en 1966 en obtenant, comme en 1944, moins de voix que les libéraux tout en parvenant à faire élire une majorité de députés.

**TABEAU 1.1****Résultats des élections provinciales au Québec de 1944 à 2008, en termes de votes valides (en pourcentage)**

Année d'élection	Vote pour le Parti libéral %	Vote pour l'Union nationale %	Vote pour le Parti québécois %	Vote pour l'ADQ %	Vote pour les autres partis %
1944	39	38	-	-	22
1948	36	51	-	-	13
1952	46	51	-	-	3
1956	45	52	-	-	3
1960	51	47	-	-	2
1962	56	42	-	-	1
1966	47	41	-	-	12
1970	45	20	23	-	12
1973	55	5	30	-	10
1976	34	18	41	-	7
1981	46	4	49	-	1
1985	56	-	39	-	5
1989	50	-	40	-	10
1994	44	-	45	7	4
1998	44	-	43	12	2
2003	46	-	33	18	3
2007	33	-	28	31	8
2008	42	-	35	16	6

Source : Directeur général des élections du Québec (DGEQ)  
(<http://www.electionsquebec.qc.ca>).

La dynamique électorale durant la période 1944-1966 se caractérise par cinq traits marquants. Malgré sa domination et ses cinq victoires électorales, le déclin de l'appui à l'Union nationale et la stabilité relative du vote libéral sont frappants. L'appui au parti de Duplessis atteint un sommet au milieu des années 50 avant de reculer de 52 à 41 % entre 1956 et 1966. Cette évolution s'accélère par la suite. Le vote de ce parti s'affaisse à 20 % en 1970 avant de s'effondrer à 5 % en 1973. L'évolution de l'appui au Parti libéral connaît le cheminement inverse. L'appui à ce parti bondit de 10 points de pourcentage entre 1948 et 1952 (de 36 à 46 %) et se maintient ensuite entre 45 et 55 % au cours des deux décennies suivantes.

La deuxième grande caractéristique de ces scrutins est la polarisation du vote entre deux grands partis, l'Union nationale et le Parti libéral du Québec,

<b>6 L'élection de 2008 : un retour à la normale ?</b>	91
Le scrutin du 8 décembre 2008	91
Pourquoi les Québécois ont-ils voté en moins grand nombre en 2008 ?	98
Où les électeurs de 2007 ont-ils logé en 2008 ?	104
<b>7 Le vote en 2008 : les variables lourdes</b>	107
Les clientèles des partis vingt mois plus tard	107
Les valeurs et orientations idéologiques en 2008	112
<b>8 Le vote en 2008 : les facteurs de court terme</b>	119
Nouvelle élection, nouveaux enjeux	119
L'image des chefs en 2008	124
Continuité et changement dans le comportement électoral des Québécois	127
<b>Conclusion</b>	131
La signification des élections de 2007 et 2008	133
Signes de désalignement de l'électorat québécois	137
<b>Annexe</b>	141
<b>Bibliographie</b>	163



# Le comportement électoral des Québécois

**M**algré tous les événements qui ont récemment bousculé le panorama électoral québécois, il existe peu d'essais approfondis sur le sujet. Éric Bélanger et Richard Nadeau, deux spécialistes en la matière, viennent ici combler cette lacune en présentant l'enquête la plus fouillée à ce jour sur les électeurs québécois. Leur analyse fera indiscutablement sa marque, car on y brosse un portrait rigoureux du comportement électoral des Québécois. On s'interroge sur leur récent changement de comportement : incident de parcours ou transformation durable du paysage politique au Québec ?

Ce livre s'intéresse aux mœurs électorales et se distingue par sa démarche analytique, appuyée par des statistiques révélatrices. Les auteurs offrent d'abord une étude historique des élections provinciales au Québec et incluent une analyse des scrutins de 2007 et de 2008 qui permettra de mieux comprendre la stratégie des partis en lice et l'évolution plus générale du système partisan.

**ÉRIC BÉLANGER** est professeur adjoint au Département de science politique de l'Université McGill. Il a publié plusieurs travaux sur le vote et sur la politique canadienne et québécoise.

**RICHARD NADEAU**, considéré comme l'un des meilleurs spécialistes en la matière au Canada, est directeur de recherche à la Chaire d'études politiques et économiques américaines de l'Université de Montréal et professeur titulaire dans son Département de science politique. Ses travaux portent sur le comportement électoral, l'opinion publique et la communication politique.

29,95 \$ • 27 €

Couverture : © Philippe Beha

[www.pum.umontreal.ca](http://www.pum.umontreal.ca)

ISBN 978-2-7606-2132-9



9 782760 621329